

Nom :

Prénom :

Classe :

Date :

Situation

Maurice Alfrague, domicilié à Nantes depuis 12 ans vit dans un quartier paisible. Toutefois, depuis un mois, et l'arrivée de nouveaux propriétaires à ses côtés, il supporte dans sa maison et son jardin de moins en moins les nuisances générées par ce couple, M. et Mme Giraud.

En effet, ils ont installé un chenil comprenant une douzaine de bergers allemands. Ils aboient au moindre bruit suspect, à tout instant de la journée. Une fois la nuit tombée, le calme revient.

De plus, lors d'une soirée chez des amis, en se connectant sur un site de réseau social, Maurice A. découvre que son identité a été usurpée avec la création d'un profil qui lui est consacré grâce à une photo déposée à son insu sur le site. Il vous consulte alors pour tenter de le défendre dans ces deux affaires pour le moins délicates.

Doc. 1

Les nuisances du voisinage

Aucun texte ne définit avec précision la notion de bruit de comportement. Une circulaire du 27 février 1996 en donne seulement une liste indicative (bruits « inutiles, désinvoltes ou agressifs » pouvant provenir de cris d'animaux, principalement d'aboiements de chiens, des appareils de diffusion du son et de la musique, des outils de bricolage ou de jardinage). Un tel bruit est excessif lorsqu'il est de « nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme par sa durée, sa répétition ou son intensité ».

www.leparticulier.fr

Doc. 2

Article 545 du Code civil : « Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique ».

Doc. 3

Droit au respect de sa vie privée

Chaque individu est maître des faits présentant un caractère intime, il est libre d'en autoriser ou non la divulgation. Dans pratiquement toutes les hypothèses, les informations qui ressortissent de la vie privée ont trait à la santé, à la sexualité ou aux histoires de famille. Cependant la divulgation d'informations intéressant ces domaines n'est pas toujours constitutive d'une atteinte, comme par exemple le mariage.

Droit à l'image

Négativement, il correspond au droit de ne pas être filmé ou photographié. Positivement, c'est la reconnaissance d'un droit de contrôle sur son image, sur sa diffusion et sa destination.

Même sans notoriété, la personne photographiée dispose d'un droit absolu de s'opposer à l'utilisation de son image. Si les personnes ont été photographiées dans des lieux publics et qu'elles apparaissent distinctement en raison d'un cadrage, il faudra une autorisation.

L'autorisation de l'intéressé est donc requise dans tous les cas, sauf dans des cas exceptionnels où l'information du public exige la mise à disposition de celle-ci.

www.pigeon-bormans.com

Doc. 4

Internet et les réseaux sociaux

Qu'entend-on par « usurpation d'identité » en ligne ?

L'usurpation d'identité consiste à utiliser, sans votre accord, des informations permettant de vous identifier. Il peut s'agir, par exemple, de vos nom et prénom, de votre adresse électronique, ou encore de photographies... Ces informations peuvent ensuite être utilisées à votre insu, notamment pour souscrire sous votre identité un crédit, un abonnement, pour commettre des actes répréhensibles ou nuire à votre réputation.

La Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure (LOPSSI 2) votée en février 2011, introduit dans son article 226-4-1 un nouveau délit sanctionnant d'un an de prison et de 15 000 euros d'amende : « Le fait d'usurper l'identité d'un tiers ou de faire usage d'une ou plusieurs données de toute nature permettant de l'identifier en vue de troubler sa tranquillité ou celle d'autrui, ou de porter atteinte à son honneur ou à sa considération ».

www.cnil.fr

> Analyser

(8 points)

- ❶ Quels sont les deux droits de la personne visés dans la situation de Maurice A. ? (2 points)

- ❷ Qualifiez juridiquement ces deux droits subjectifs. (4 points)

- ❸ Ces droits peuvent-ils faire l'objet de restrictions ? (2 points)

> Argumenter

(12 points)

- ❹ Qualifiez la situation. (2 points)

- ❺ Identifiez la règle juridique applicable. (3 points)

.....

.....

6 Que pensez-vous de la situation de Maurice A. ? (3 points)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

7 Résumez à Maurice les nouvelles modalités de protection sur Internet en cas d'atteinte à la vie privée, sous forme de conseils. (4 points)

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....